

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 19/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARTIN

ZI Croix de Metz
211 impasse Lafayette
54200 Toul

Références : BV/NW/1992_2023
Code AIOT : 0006204554

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement MARTIN implanté ZI Croix de Metz 533, rue des Etats Unis - BP 20156 54206 Toul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARTIN
- ZI Croix de Metz 533, rue des Etats Unis - BP 20156 54206 Toul
- Code AIOT : 0006204554
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Production de charpentes industrielles et traditionnelles, éléments d'ossature bois : traitement du bois - sciage - assemblage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- produits chimiques, AM PFAS, rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification du produit de traitement du bois	Code de l'environnement du 03/10/2023, article R.181-46	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Disponibilité des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	/	Sans objet
3	Mise à disposition des informations aux autorités compétentes	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	/	Sans objet
4	Classification	Règlement européen du 16/12/2008, article 4	/	Sans objet
5	Classification	Règlement européen du 16/12/2008, article 4	/	Sans objet
6	Utilisation des biocides	Règlement européen du 22/05/2012, article 17.5	/	Sans objet
7	AM PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	/	Sans objet
8	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/06/2006, article 4.3.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur la modification du produit de traitement du bois mis en œuvre par l'exploitant, les rejets aqueux de l'installation, et sa situation vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 visant les PFAS. L'inspection n'a pas relevé de non conformités, il est en particulier apparu que l'installation n'est pas concernée par l'arrêté ministériel PFAS (cf. constat n° 7).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification du produit de traitement du bois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/10/2023, article R.181-46-II
Thème(s) : Risques chroniques, modification du produit de traitement du bois
Prescription contrôlée : II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a fait connaître par courrier du 19/07/2023, la substitution du produit de traitement qu'il met en œuvre au sein de son process. Il met désormais en œuvre le produit WOLSIT EC 100

<p>P2. Le processus de traitement n'est pas affecté (délai d'immersion, égouttage et temps de séchage). Le conditionnement du produit et les conditions de stockage sont identiques au produit précédent. La dangerosité du produit, vis-à-vis des dangers visés par une rubrique de la nomenclature des ICPE sont identiques entre les deux produits. En particulier tout deux sont classées H400 et H410 au titre du règlement CLP (voir point de contrôle 4). La modification présentée par l'exploitant apparaît comme notable et non substantielle, elle n'appelle pas la modification par l'inspection des actes réglementant l'exploitation de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Disponibilité des FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Produits chimiques, Disponibilité des FDS
<p>Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou, b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b).
<p>Constats : L'exploitant a transmis la FDS en version du 18/06/2021 du nouveau produit de traitement du bois, WOLSIT EC 100 P2. Son contenu fait l'objet des points de contrôles suivants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mise à disposition des informations aux autorités compétentes

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, Substances inscrites aux annexes XIV, XVII et à la liste des SVHC de REACH
<p>Prescription contrôlée : Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans un mélange. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.</p>
<p>Constats : La lecture de la FDS du produit WOLSIT EC 100 P2, fait apparaître que ce produit ne contient pas de substances appartenant la liste des substances extrêmement préoccupantes (SVHC), ni à l'annexe XIV (substances soumises à autorisation), ni à l'annexe XVII (substances soumises à restrictions) du règlement REACH.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Classification

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, Dangerosité du mélange
Prescription contrôlée : Obligations générales de classification, d'étiquetage et d'emballage Les fabricants, importateurs et utilisateurs en aval classent les substances ou mélanges, conformément aux dispositions du titre II, avant de les mettre sur le marché.
Constats : Le nouveau produit WOLSIT est classé, vis à vis du règlement CLP, au titre des mêmes dangers que l'ancien produit SARPECO, à savoir : H317, H318, H400 et H410, auquel s'ajoute les dangers supplémentaires suivants H314 (corrosion cutanée), H360D (reprotoxicité de catégorie 1, 1A ou 1B).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Classification

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, Mélanges classés CMR (H340/1 H350/1 H360/1)
Prescription contrôlée : Obligations générales de classification, d'étiquetage et d'emballage Les fabricants, importateurs et utilisateurs en aval classent les substances ou mélanges, conformément aux dispositions du titre II, avant de les mettre sur le marché.
Constats : La lecture de la FDS du produit WOLSIT EC 100 P2, fait apparaître que ce produit est concerné par un classement Cancérogène Mutagène ou Reprotoxique de catégorie 1, 1A ou 1B. Le produit est classé au titre de la Reprotoxicité H360D – peut nuire au fœtus. Le classement du mélange au titre de ce danger est lié à la présence dans ce dernier du propiconazole. La concentration en cette substance dans le nouveau produit, est double de celle dans l'ancien produit mis en œuvre par l'exploitant, et déclenche le classement du mélange dans sa globalité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Utilisation des biocides

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 17.5
Thème(s) : Produits chimiques, Conditions de l'autorisation de mise sur le marché
Prescription contrôlée : Les produits biocides sont utilisés dans le respect des conditions de l'autorisation stipulées conformément à l'article 22, paragraphe 1 [contenu de l'autorisation] [...].
Constats : Le produit WOLSIT EC-100 P2 est enregistré à l'inventaire des produits biocides sous le numéro 45194. Les deux substances actives contenues dans le produit sont approuvées au titre du TP 08 – produit de protection du bois : la perméthrine depuis le 01/05/2016 et le propiconazole depuis le 01/04/2010. Une demande d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) déposée le 07/11/2016 au titre du TP 08, est en cours d'instruction par l'ANSES. L'usage du produit est conforme à la réglementation visant l'emploi des produits biocides. En l'absence d'AMM, l'inspection n'est pas en mesure de contrôler le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : AM PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, analyse des rejets
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. [...]
Constats : La liste des rubriques de la nomenclature des ICPE dont relèvent les activités de l'établissement est la suivante : 2415-1 (A), 3700 (A), 2410-1 (E), 1532-3 (D), 4510-2 (DC). L'installation n'est concerné par aucune des rubriques listées dans la prescription. Aussi, l'installation n'est pas visée par l'AM du 20/06/2023 dit PFAS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2006, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, valeur limite d'émission des eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : > MES : 100 mg/L > DCO : 300 mgO ₂ /L > DBO5 : 100 mg/L > HCT : 10 mg/L > somme des composés organiques halogénés (AOX/EOX) : 1 mg/L
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport d'analyse des eaux pluviales de son établissement, rapport ANTEA du 30/01/2023. L'analyse du prélèvement du 15/12/2022 fait état des résultats suivants : > MES : 16 mg/L > DCO : 34 mgO ₂ /L > DBO5 : 4 mg/L > HCT : 0,2 mg/L > somme des composés organiques halogénés (AOX/EOX) < 0,1 mg/L Les résultats de l'analyse des rejets d'eaux pluviales sont conformes à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet